

RÉSUMÉ DU COMPTE-RENDU

Combattre la pauvreté et l'inégalité par la promotion des droits humains:

Réunion stratégique internationale sur les Droits économiques, sociaux et culturels et Assemblée générale du Réseau-DESC

1-4 décembre, 2008

La réunion des mouvements sociaux et des organisations de bases

29, 30 novembre, 5 décembre, 2008

Nairobi, Kenya



ESCR-Net
Red-DESC
Réseau-DESC

Kenyan ESCR Coalition
Coalición Keniana para los DESC
Coalition Kenyane pour les DESC
التحالف الكيني لحقوق الإنسان
والاجتماعية والثقافية

Le compte-rendu a été préparé par Rebecca Brown, Suad Elías Atala, Liz Ligon, Nicholas Lusiani, et Julieta Rossi de la ESCR-Net Secretariat et Odindo Opiata de le Hakijamii, Kenia.

Ce fut un honneur de compter sur le soutien des sponsors suivants :

Action Aid
Ford Foundation
Ford Foundation, South Africa
Ford Foundation, Nigeria
Ford Foundation, Brazil
Ford Foundation, Chile
Cordaid
Diakonie Katastrophenhilfe
ICCO
Norwegian Centre for Human Rights, University of Oslo
Swedish NGO Foundation
Unitarian Universalist Service Committee

FORD FOUNDATION

The logo for Action Aid, featuring the word "actionaid" in a bold, lowercase, red sans-serif font.The logo for Diakonie Katastrophenhilfe, featuring the word "Diakonie" in a blue sans-serif font with a small icon of a person, and "Katastrophenhilfe" in a smaller blue font below it, all underlined.

The Swedish
NGO FOUNDATION
for
HUMAN RIGHTS



Cher(e)s ami(e)s,

Nous espérons que vous allez bien. Ce compte-rendu de la Réunion internationale stratégique sur les droits économiques, sociaux et culturels (DESC) et de l'Assemblée générale du Réseau-DESC et la réunion des mouvements sociaux et des organisations de bases, et des visites de solidarité espère retranscrire les discussions et les décisions importants qui ont eu lieu au cours de cette rencontre riche et intense au Kenya pendant 29 Novembre à 5 Décembre 2008. Vous trouverez les notes complètes de chaque partie des réunions sur notre site web.

Malgré de sérieux problèmes d'organisation dus aux violences qui ont éclaté après les élections de 2008, nous avons décidé de maintenir la réunion pour soutenir nos partenaires locaux, dans une situation si difficile. Les résultats de la réunion ont dépassé nos attentes. Plus de 250 participants de 53 pays différents appartenant à des organisations de droits de l'homme ainsi que des organisations de base, des peuples autochtones, des leaders de mouvements sociaux, ont discuté sur les développements les plus importants dans le domaine des DESC. Ils ont exploré les possibilités d'actions collectives, et dans beaucoup de cas, cela a permis de concrétiser des projets conjoints. Aussi, cela a permis d'initier ou de renforcer des alliances de travail et établir les priorités du Réseau dans cette nouvelle phase de développement. Tout ceci était basé sur la vision commune selon laquelle les droits de l'homme offrent un cadre efficace pour lutter contre la pauvreté et l'inégalité en faveur d'un monde pacifique, équitable et durable. Cependant la réunion a aussi mis en évidence les difficultés sur le terrain, tout en montrant la volonté et les propositions concrètes mises en œuvre conjointement entre les mouvements sociaux, les organisations de base, les ONGs et autres organisations.

Dans le contexte de la commémoration du 60^{ème} anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, la réunion a mis en évidence l'énorme quantité de travail qu'il reste à faire. Dans un monde encore plus complexe et interdépendant, où plusieurs acteurs exercent simultanément et à différents niveaux une influence sur la réalisation des droits de l'homme, il devient évident que les organisations de la société civile doivent unir leur force et agir en coordination. Les changements climatiques, la crise alimentaire et la crise financière mondiale sont des défis sans précédents pour l'humanité. Nous espérons que cette nouvelle étape du Réseau-DESC puisse remplir un rôle décisif et utile pour ses membres, dans la promotion et la facilitation d'actions collectives, le développement de capacités et ressources sur le terrain, et l'échange d'expériences et de connaissances entre les organisations qui sont par ailleurs divisées par des barrières de langue et de géographie. À cette fin, nous allons terminer l'élaboration des plans d'action discutés au Kenya et commencer à les mettre en œuvre.

Enfin, nous voulons rendre un hommage tout particulier à notre homologue kenyan, spécialement la coalition kenyane sur les DESC, et Hakijamii, pour leur énergie et leurs efforts investis pour que cette réunion soit couronnée de succès. Nous espérons que la réunion ait contribué à renforcer la défense des DESC au Kenya et dans la région. Nous voulons également exprimer toute notre gratitude à tous les participants pour leurs actives participations et leur engagement au cours de chaque session, élément indispensable qui a fait que ce rassemblement soit si riche et si gratifiant.

Cordialement,



Julieta Rossi, Directrice
Red-DESC/ESCR-Net/Réseau-DESC
www.red-desc.org / www.escr-net.org

TABLE DES MATIERES

I. INTRODUCTION.....	4
II. DISCOURS LORS DES CÉRÉMONIES D'OUVERTURE ET DE CLÔTURE	5
III. LES SESSIONS PLÉNIÈRES	6
Plénière 1: <i>Le Réseau-DESC: Travail à ce jour et directions futures</i>	6
Plénière 2: <i>La construction d'un Réseau de contacts venant de la base pour le Soutien mutuel et Action conjointe</i>	7
Plénière 3: <i>Responsabilité: la portée de la responsabilité et la création de nouveaux outils:</i>	8
IV. LES GROUPES DE TRAVAIL.....	9
1. La justiciabilité des DESC	9
2. Protocole facultatif au PIDESC.....	10
3. Les entreprises et les droits humains	10
4. Commerce, investissement, finances et Droits de l'homme.....	12
5. Analyse du budget et DESC	13
6. Les femmes et les DESC	14
7. Le droit humain à la santé	15
V. LES MOUVEMENTS SOCIAUX ET LES ORGANISATIONS DE BASE: RASSEMBLEMENT ET VISITES DE SOLIDARITÉ	15
VI. L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET LES ÉLECTIONS DU NOUVEAU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU RÉSEAU-DESC	17
VII. LES VISITES SUR LE TERRAIN	20
VIII. SÉANCES D'ESPACE LIBRE.....	20
IX. LES RÉUNIONS DES DÉLÉGUÉS AFRICAINS ET DES MOUVEMENTS SOCIAUX KENYANS.....	21
X. LES PARTICIPANTS DE LA RÉUNION STRATÉGIQUE INTERNATIONALE.....	22

I. INTRODUCTION

Le Réseau-DESC, en partenariat avec la coalition kenyane, a tenu une réunion stratégique de quatre jours à Nairobi, sur les droits économiques, sociaux et culturels, du 1^{er} au 4 Décembre 2008. Cette réunion exceptionnelle a permis de rassembler plus de 250 activistes clés des droits de l'homme, de la justice sociale, et des organisations de bases, de plus de 53 pays du monde¹.

S'appuyant sur les réalisations collectives du Réseau-DESC et de ses membres depuis sa Conférence inaugurale tenue en Thaïlande en 2003, ainsi que sur la trajectoire et l'expérience solide des organisations kenyanes locales au cours des dix dernières années, cette rencontre a été une occasion importante de créer des voies nouvelles, substantielles et plus systématiques en vue de renforcer l'action mondiale en faveur de la justice sociale et économique fondée sur les droits humains. Les participant-e-s aux Groupes de travail, initiatives, ainsi que les personnes intervenant dans d'autres domaines d'activité, ont pu bénéficier de ces rencontres – en un seul endroit comptant d'interprètes et préparer pour l'occasion – pour tisser des réseaux, établir des stratégies et faire avancer leurs priorités collectives.

La réunion a permis de marquer un pas décisif pour ce qui est de renforcer la capacité institutionnelle du Réseau-DESC à influencer les processus de prise de décisions concernant la responsabilité des acteurs étatiques et non-étatiques dans l'application des droits socio-économiques. Dans le cadre de la réunion, les membres ont fixé les priorités du Réseau-DESC pour les trois prochaines années, établis des procédures et des critères uniformes pour la mise en œuvre de campagnes et d'actions solidaires entre autres décisions institutionnelles, et élu un nouveau conseil d'administration.

De plus, cette réunion a constitué une occasion sans précédent d'appuyer les efforts de mobilisation déployés actuellement par les organisations et les communautés victimes de violations des droits économiques, sociaux et culturels (DESC) au Kenya et dans la région africaine, et d'en tirer des enseignements.

Le programme des réunions accorde une attention toute particulière au besoin de renforcer la mobilisation entre les mouvements sociaux, les groupes autochtones et les organisations de base, et les ONGs, universitaires, et autres institutions. La priorité est donnée au développement de réseaux de ressources et de mobilisation en faveur de ces groupes et la promotion de leur intégration au sein de la direction du Réseau-DESC. Pour parvenir à ces objectifs, trois journées de réunion ont été prévues autour de la Réunion stratégique internationale et de l'Assemblée générale du Réseau-DESC qui se tiennent respectivement le 29 et 30 Novembre et le 5 décembre. 25 mouvements sociaux, groupes autochtones, et organisations de base du monde entier y ont participé.

Afin de parvenir à ces objectifs, les réunions ont été organisées de la façon suivante:

- Les sessions plénières: elles ont permis à tous les participants de la réunion stratégique de se réunir en un seul groupe afin d'apprendre et de discuter sur les récents développements dans le domaine des DESC, ainsi qu'à l'intérieur du réseau.
- Les groupes de travail: ils ont permis un travail substantif des différents groupes de travail/Initiatives du Réseau-DESC pour partager et avancer sur leurs projets en cours, et leurs activités de plaidoyer.

¹ Voir la liste des participants à la suite de ce document.

- L'Assemblée générale: elle ont permis aux membres de discuter un certain nombre de question de gouvernance importante pour renforcer les capacités institutionnelles du Réseau et avoir un impact plus important dans le domaine des DESC, ainsi que l'élection d'un nouveau conseil d'administration du Réseau-DESC.
- Les visites de terrain: organisée par des groupes locaux afin de fournir l'opportunité d'apprendre et de soutenir le travail des organisations locales dans le domaine des DESC.
- Espaces de rencontre/ Rencontres informelles: ils permettent aux participants d'organiser des réunions informelles pour présenter leur travail, débattre sur d'autres questions pertinentes non incluse dans les sessions formelles.

II. DISCOURS lors des CÉRÉMONIES D'OUVERTURE ET DE CLÔTURE

Au cours de la cérémonie d'ouverture, le professeur Yash Pal Ghai's a insisté sur les effets de la mondialisation et le besoin de prioriser la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels, et les objectifs du millénaire pour le développement afin de parvenir à la réalisation complète des droits contenu dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) à son 60^{ème} anniversaire².



Au cours de la cérémonie de clôture, Ms Olatokunbo Ige du Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies (HCDH), et Conseillère en droits de l'homme auprès des Nations Unies au Kenya, s'est adressé aux participants. Mme. Ige a commencé son discours en rappelant le soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui représente, selon elle, l'opportunité de commémorer soixante années de lutte pour le respect des droits de l'homme et de tracer un plan d'action pour les défis à venir. Elle a rappelé que le Haut Commissariat a toujours souligné que la Déclaration exige que l'ensemble des droits soient proclamés comme un ensemble indivisible, inséparable, interdépendant, et d'égal importance. On ne peut jouir des droits économiques, sociaux et culturels s'il n'y a pas de respect pour les droits civils et politiques, ceux-ci ne pouvant être exercés si les droits économiques, sociaux et culturels sont négligés. Mme Ige a insisté sur les efforts du HCDH pour renforcer leur travail sur les DESC afin qu'ils deviennent une priorité à tous les niveaux.

Elle a également rappelé que la date choisie pour cette réunion stratégique correspondait aussi à deux autres commémorations internationales ayant un impact dans le domaine des

² Les notes sur la présentation du professeur Ghai seront disponibles bientôt sur www.escr-net.org

droits économiques, sociaux et culturels: la journée de lutte contre le SIDA et celle pour les personnes handicapées. Pour Mme Ige, l'adoption du protocole facultatif au PIDESC par l'Assemblée générale le 10 décembre 2008 permet de rétablir le déséquilibre qui a caractérisé le système international de protection des droits de l'homme, notamment à cause du manque de mécanisme de communication et de plainte au sein du PIDESC.

En outre, Mme Ige a terminé sur l'idée que la pauvreté et l'inégalité continuent à être un défi majeur pour la majorité des populations du monde. Il s'agit d'un problème complexe, d'autant plus accentué par la crise récente, les changements climatiques, la crise alimentaire mondiale ou la crise financière. Aussi, nos efforts concertés sont nécessaires pour faire en sorte que les droits de l'homme restent au centre de l'agenda mondial. Le respect, la protection et la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels, doivent plus que jamais être pris en compte dans les processus de décision à tous les niveaux. Enfin, Mme Ige a insisté sur le soutien du HCDH et des Nations Unies, dans ce combat pour la jouissance pleine et entière de tous les droits de l'homme, sans discrimination aucune.

III. LES SESSIONS PLÉNIÈRES

Plénière 1: *Le Réseau-DESC: Travail à ce jour et directions futures*



L'objectif de cette séance d'ouverture était de fournir une vue d'ensemble sur le développement du Réseau, en soulignant les domaines actuels de travail conjoint et comment ce travail a répondu aux besoins dans le domaine des DESC ainsi que les insatisfactions. Cette plénière avait pour objectif une évaluation critique et concise du travail du Réseau-DESC à ce jour, avec pour but final la stratégisation envers sa direction future.

Les présentations de ce panel ont été faites par un-e représentant-e- de chaque domaine de travail et seront basées sur les Écrits stratégiques et Documents d'évaluation préparés pour l'occasion. Les intervenants étaient les suivants: Bruce Porter pour le protocole facultatif au PIDESC, SRAC, (Canada); Tricia Feeney pour les entreprises et les droits humains, RAID, (Grande-Bretagne); Ann Blyberg pour l'analyse du budget et les DESC, IHRIP, (Etats-Unis); Areli Sandoval pour commerce, finance, investissement et droits

humains, Equipo Pueblo, (Mexique); Renji Joseph pour Mouvements sociaux et DESC, AHSDC, (Inde); Leilani Farha pour Femmes et DESC, CERA, (Canada).

Malcolm Langford a commenté l'émergence la justiciabilité des DESC dans la plupart des juridictions du monde, ce qui ouvre la voie à d'énormes opportunités, mais aussi de nombreux défis. De plus, il a présenté certaines décisions stratégiques pour la progression du Réseau, tel que d'inclure une banque de donnée pour les décisions judiciaires, la création d'un fond pour les actions judiciaires stratégiques, et les actions judiciaires transnationales. Bruce Porter a présenté le travail de la coalition d'ONGs pour l'adoption du protocole facultatif. Selon lui, l'avancement du protocole facultatif peut servir à rééquilibrer le concept d'égalité des droits de l'homme, ainsi que permettre aux victimes de violation des DESC de se faire entendre. Tricia Feeney a commenté la persistance de la mondialisation, et les actions du groupe de travail sur les entreprises et les droits humains devant les Nations Unies et autres procédés pour sensibiliser au problème de l'impact négatif de l'activité des entreprises sur les droits de l'homme, prévenir les abus et juger les responsables. Areli Sandoval s'est concentré sur le développement du groupe au cours de ces dernières années, et des obstacles externes tels que la diminution du rôle de l'Etat dans les politiques économiques et les obstacles internes dus à la variété de membre du Réseau et leur approches différentes sur certains problèmes. Pour Aréli, il fallait décider si le Secrétariat devait jouer un rôle plus actif, de direction et d'interaction avec ses membres. La présentation d'Ann Blyberg abordait les projets menés à bien par le groupe jusqu'à présent, les obstacles rencontrés tels que le manque d'information et d'interaction, et les besoin de plus d'activités de renforcement des capacités, et de contact entre les groupes. Renji Joseph a remercié le Réseau pour l'espace important donné aux mouvements sociaux, mais a évoqué les grandes difficultés de ces derniers avant de demander au Réseau de s'engager dans des actions solidaires. Enfin, Leilani Farha a présenté un bref historique du groupe «les femmes et les DESC» depuis Chiang Mai, et réfléchi à la façon de faire progresser le groupe, tout en encourageant la collaboration et l'interaction entre les groupes.

Plénière 2: *La construction d'un Réseau de contacts venant de la base pour le Soutien mutuel et Action conjointe*

Mené par les représentant-e-s des mouvements sociaux, groupes autochtones et groupes de base, cette séance visait à construire une plateforme en vue d'établir une collaboration dans les actions de soutien et de solidarité durable entre les mouvements sociaux, les groupes autochtones et les groupes de base ainsi que les ONGs et autres organisations professionnelles. La séance avait deux objectifs. Premièrement, permettre un espace de dialogue entre les mouvements sociaux et les ONGs participantes pour améliorer la solidarité et le soutien, entre les mouvements sociaux et les groupes de base et pour améliorer le plaidoyer professionnel avec les ONGs partenaires. Deuxièmement, la séance fournira la base de détermination des étapes concrètes sur la façon dont le Réseau-DESC peut être une voie continue et durable en matière de solidarité et de soutien des mouvements sociaux, des groupes autochtones et groupes de base.

Cette plénière a commencé par une vidéo pour illustrer le travail de certains mouvements et groupes de base participants, à savoir le Comité de Emergencia Garífuna de Honduras, Honduras; Western Shoshone Defense Project, Newe Sogobia; Pakistan Fisherfork Forum, Pakistan; et Movimento dos Atingidos por Barragens, Brasil.

La vidéo a été suivie par la présentation de 3 représentants de mouvements sociaux. Ezekiel Rema de Slums Dwellers Federation (La Fédération des habitants des bidonvilles) au Kenya, a présenté l'expérience du mouvement social Toi Market et le combat des membres pour défendre leur moyen de subsistance, gagner le respect de leur droits les plus essentiels, et organiser leur communauté. Joji Cariño de Tebtebba Foundation, Philippines, a partagé son expérience de l'élaboration de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones, la collaboration entre les groupes de peuples autochtones, et les ONGs, et le

besoin de mobilisation des mouvements sociaux et de solidarité entre différents groupes pour défendre leur terre et autres ressources naturelles de ces groupes qui traditionnellement doivent se limiter à une solution venant d'en haut. Enfin, Lucas Benítez, de la coalition des travailleurs Immokalee (USA) a présenté la réussite de leur lutte contre les grandes multinationales, grâce à l'union, la solidarité et l'organisation forte de leur membres.



Les présentations étaient suivies par des discussions en petit groupes, animées par des représentants des mouvements sociaux. Ces discussions ont porté sur les exemples positifs de collaboration, le potentiel du Réseau en ce domaine et les mécanismes à prévoir pour mettre en place cette collaboration. Ces échanges ont permis de souligner la nécessité d'une collaboration étendue et transparente avec les mouvements sociaux ou les organisations de base et les ONGs. Les discussions ont montré que ces relations doivent profiter et renforcer les mouvements sociaux et les organisations de base qui restent les acteurs centraux et les décideurs sur les problèmes qui les touchent. Selon les groupes, les activités de formation et de renforcement des capacités sont les principaux projets que le Réseau- DESC peut entreprendre. Également utile peut être le partage d'expériences, de réussites et d'autres types d'information, et ce, sous différentes formes.

Plénière 3: *Responsabilité: la portée de la responsabilité et la création de nouveaux outils:*

Cette dernière session porte sur les impacts accrus des forces économiques mondiales et les accords sur la réalisation des droits humains. Ce panel cherche à mettre en lumière ce changement dans notre entendement de la responsabilité, les progrès ainsi que les défis, et les nouveaux outils, mécanismes et stratégies pour la mise en œuvre des droits et l'amélioration de la responsabilité. L'introduction par Steve Ouma Akoth, UWC, Afrique du Sud, a présenté de nouvelles manières de conceptualiser les violations pour augmenter l'attention sur les victimes, ainsi qu'une prise en compte du contexte historique et politique pour étendre la portée de la responsabilité.



Les présentations ont porté sur les développements récents et les efforts pour étendre la portée de la responsabilité. Danwood Chirwa de l'Université de Cape Town, en Afrique du Sud, a argumenté en faveur de l'étendue des responsabilités des acteurs non-étatiques en matière de DESC, dans la mesure où les activités des multinationales tendent à violer ces droits (droit à l'eau, à la santé) plus que les droits civils et politiques. Par la suite, Joseph Schechla de HRLN, Egypte, a présenté son opinion selon laquelle il conviendrait d'étendre la responsabilité au-delà des obligations domestiques - en particulier pour la réalisation progressive - à des obligations extra-territoriales. Selon Miloon Kothari de HRLN, Inde, l'échec des droits de l'homme est la cause de l'effondrement de l'économie mondiale, en particulier du manque d'encadrement et de responsabilisation du marché du logement, contribuant largement à la crise actuelle. Selon Aldo Caliari, de Center of Concern, (Etats-Unis), une plus grande responsabilisation au sein des politiques de marché et d'investissement, en particulier dans la réforme des prises de décisions en matière d'économie, requiert de placer les droits de l'homme au cœur de la réforme.

Concernant les nouvelles stratégies et outils pour augmenter la responsabilisation, Eitan Felner du Centre pour les droits économiques et sociaux (CESR), Espagne, a présenté le travail de son organisation pour construire une méthodologie interdisciplinaire pour évaluer les violations des DESC. Magdalena Sepúlveda, experte indépendante des Nations Unies sur le thème de la pauvreté extrême et membre du Conseil international pour l'étude des droits humains (Suisse), a présenté le protocole facultatif du pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels, comme mécanisme légal de plainte et d'accès à la réparation pour les victimes de violations des DESC. Enfin Pilar Arcidiácono, CELS (Argentine), a présenté comment son organisation a entrepris l'évaluation des politiques sociales grâce à une approche basée sur les droits de l'homme, différenciant entre le langage légal d'une politique et la véritable intégration des obligations en matière de droits de l'homme.

IV. LES GROUPES DE TRAVAIL

1. La justiciabilité des DESC

Les divers travaux présentés au cours des sessions du groupe de travail sur la justiciabilité des DESC ont montré que les actions judiciaires en faveur de la justiciabilité des DESC ont augmenté rapidement, permettant ainsi de clarifier les obligations étatiques et non-étatiques à cet égard, ainsi que leur application concrète. Cependant, il reste de nombreux défis à surpasser, tels que l'absence de justiciabilité réelle dans certains pays, la mise en œuvre de certains concepts légaux et questions de réparations, la relation entre le monde judiciaire et les mouvements sociaux, ainsi que l'application effective des décisions de justice.

Les sessions de travail ont permis de discuter un certain nombre de questions actuelles sur la justiciabilité des DESC, telles que: (1) le développement de la jurisprudence nationale et régionale d'Asie du Sud, d'Amérique latine et en particulier l'exemple de la Colombie et de l'Afrique du Sud; (2) la nécessité pressante d'organiser des actions judiciaires stratégiques impliquant à la fois le secteur judiciaires (avocats), les victimes et les mouvement sociaux; (3) les concepts développés récemment pour la justiciabilité des DESC, tels que l'accès aux recours efficaces, l'utilisation des droits civils et politiques, les possibilités ouvertes par l'adoption du PF-PIDESC, et les obligations positives de l'Etat ; (4) la non-discrimination basée sur le genre, l'origine sociale, contre les personnes handicapées; (5) l'impact de la mondialisation et les stratégies d'action judiciaires qui en découlent.

Au cours de la dernière session, les participants ont identifié un nombre important de projets à mettre en œuvre dans les années qui viennent, tel que l'amélioration de la banque de donnée de jurisprudences, servir de coordinateur pour la coalition d'ONG sur la campagne de ratification du Protocole facultatif du PIDESC, le développement d'une orientation et stratégie de renforcement des capacités dans l'exécution des décision judiciaires, ainsi que le soutien dans le contentieux autour des récents mécanismes, ainsi que du contentieux international.

2. Protocole facultatif au PIDESC

Les travaux et discussions posés au cours des sessions du groupe de travail sur le protocole facultatif au pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels (PF) ont porté sur la situation du protocole au moment de la session. Ces sessions ont permis d'analyser l'importance du protocole facultatif pour la protection des groupes vulnérables et discuter de futures actions conjointes sur le protocole facultatif. Ce groupe de travail a fait l'objet de deux sessions spécifiques au thème avant de se joindre au groupe sur la justiciabilité des DESC.

Au cours de la première session, la coalition d'ONG pour l'adoption du protocole facultatif (qui jusqu'à présent a coordonné la campagne pour la création d'un protocole facultatif) a présenté ses objectifs avant d'expliquer le fonctionnement du protocole. Ont ensuite été exposés le statut du protocole, les prochaines étapes et défis pour sa ratification. Ceci fut suivi par l'analyse du contenu du protocole concernant l'obligation de respecter, protéger et mettre en œuvre les droits des habitants des bidonvilles, des femmes et des peuples autochtones.

Au sein des sessions de collaboration, ont été évoquées d'autres campagnes de ratification de traités internationaux telles que la campagne pour la Cour pénale internationale, le protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, et la Convention relative aux droits de personnes handicapées, afin de servir d'exemple pour notre future travail avec le protocole facultatif du PIDESC. Les participants ont décidé de concentrer les efforts pour la ratification du protocole dès que celui-ci sera adopté. Aussi, il sera nécessaire de parvenir à la participation des organisations nationales pour faire en sorte que le protocole facultatif soit un outil efficace pour renforcer les mécanismes de protection des DESC au niveau national.

3. Les entreprises et les droits humains

Le groupe de travail sur les entreprises et les droits humains composé de membres de longue date et d'autres organisations s'est réuni pour discuter des efforts entrepris jusqu'à présent, les expériences positives, et les stratégies pour les actions futures coordonnées. Les discussions ont fait apparaître un certain nombre de défis clés dans le domaine. A également été souligné l'engagement dans l'établissement des normes applicables aux entreprises, en dehors du domaine des droits de l'homme. Le manque d'accès à l'information et transparence quant à l'impact de l'activité des entreprises sur la société, l'accès à la justice et la responsabilisation pour les abus commis par les entreprises ont été

identifiés comme des défis importants. Chaque mécanisme de responsabilité exploré présente de sérieux défis pratiques et procéduraux. Bien qu'un certain nombre de mécanisme judiciaire et quasi-judiciaire présente un potentiel intéressant en matière d'action de plaidoyer, il y a un manque flagrant de mécanisme d'accès à la justice et à réparation pour les victimes de violations impliquant les entreprises. Les efforts entrepris au niveau internationales ont été salués. Cependant, le groupe a insisté sur la nécessité de soutenir concrètement les efforts au niveau national et local concernant les conflits, les campagnes, le renforcement des capacités, et défendre les membres qui entreprennent ce travail sur le terrain, et qui mettent leur vie en danger, devant surmonter un déséquilibre des forces énorme.

La première session de ce groupe a servi pour revoir les objectifs, les stratégies et discuter les différents défis et opportunités sur le terrain, ainsi que l'intérêt et les activités de participants. Un atelier de travail a été mis en place, divisé en trois parties et intitulé «L'accès à la justice». La première partie a consisté en une session de formation sur les outils de participation pour la recherche, le contrôle et l'évaluation de l'impact des entreprises sur les droits de l'homme, orienté sur les questions d'accès à l'information, et la documentation pour initier une campagne sur les entreprises. Les deux autres parties ont permis de se plonger dans les stratégies pour monter une affaire judiciaire contre les entreprises, basé sur des expériences de terrain. Ces sessions ont porté sur les points forts et les points faibles de divers forum pour obtenir accès à un recours effectif et/ou ouvrir de nouvelles possibilités de levier et activités de plaidoyer. Ceci inclut plusieurs mécanismes des NU et d'organes régionaux de droit de l'homme, de contentieux commercial aux Etats Unis et Union européenne, des points de contact de l'OCDE, des banques de développement multilatéral, des institutions financières internationales, de l'OMC, des panels d'arbitrage pour les investissements, des banques et compagnies d'assurance privées, des agences de crédit d'exportation, des fonds de couverture et autre voie nationale.

Deux sessions de stratégie ont également été mises en place au cours desquelles un plan d'action de trois ans a été imaginé, ouvrant la porte à plus d'opportunité pour des actions collectives. Le renforcement des activités de plaidoyer en cours, concernant les standards minimum internationaux pesant sur les entreprises reste un domaine important, à l'intérieur des mécanismes des NU, mais également, de plus en plus, au niveau d'autres régimes de normes réglementant ce type d'activité, tel que les négociations sur les changements climatiques, la crise financière et la biodiversité. Le développement de la base de connaissance du Réseau à travers la création de nouveaux outils de recherche et documentation, tel que prochainement, le projet de documentation sur Entreprises et Droits de l'homme (B-HRD). Les stratégies de renforcement des capacités, de campagne et de contentieux ont également été renforcées, en particulier pour les groupes au niveau local et national. L'engagement du groupe de travail à donner aux communautés affectées, un rôle de leader dans les débats internationaux sur les entreprises et les droits humains a été considéré comme primordial. Aussi, beaucoup de groupes ont considéré comme une priorité la nécessité de renforcer et défendre ceux qui s'opposent aux abus des entreprises au niveau local et national, vis-à-vis des entreprises transnationales, étatiques ou même locales. L'accent a été mis sur la nécessité de conduire des formations sur la documentation des abus commis par les entreprises, ainsi que l'engagement du Réseau et du Secrétariat à entreprendre des actions de solidarité en faveur des défenseurs des droits de l'homme en danger. Les participants ont également souligné l'importance de la construction d'un vaste mouvement sur les entreprises et les droits humains en coordinations avec d'autres acteurs, tels que les syndicats, qui donnent plus d'identité et de pouvoir au groupe, et aideront à la coordination et au développement d'autres domaines de travail. Le Comité de direction du groupe de travail sera renforcé par l'intégration de nouveaux membres directeurs.



4. Commerce, investissement, finances et Droits de l'homme

Un certain nombre de stratégies et d'activités ont été discutées lors des réunions de ce groupe de travail à Nairobi, abordant une gamme étendue de questions sur ce domaine. Certains participants ont appuyé l'inclusion de normes de droits de l'homme au sein de l'OMC, au sein des traités de commerce ou autres organes de politique financière. D'autres considèrent qu'il faut tenter d'intégrer les questions de politique financière au sein du système de protection des droits de l'homme ou autres organes liés à ce domaine. Certains participants ont présenté leur travail sur la transformation de l'approche des institutions régionales ou internationales, alors que d'autres se sont concentrés sur des cibles nationales ou locales. Malgré les différences d'approches, la primauté des droits de l'homme sur les droits et obligations découlant du commerce, des investissements ou des finances reste le concept central de ces discussions. Au cours des débats, ont émergé un certain nombre de défis et d'opportunités. En particulier, en cette période historique marquée par la crise financière, où de véritables opportunités de changement systémique apparaissent, l'approche basée sur les droits de l'homme représentait un cadre normatif prometteur sur lequel baser les nouvelles règles financières reposant sur la justice au niveau national et mondial. Aussi, l'action coordonnée de la société civile fait partie des défis en cours, en particulier quand il s'agit d'affronter des théories économiques si puissantes et incrustées, et les institutions. À cet égard, l'impossibilité d'accéder aux négociations commerciales, et aux ministères des finances et du commerce est également un défi effrayant. L'absence d'accès à l'information et aux connaissances techniques, le besoin de mobilisation des organisations de base sont d'autres défis également mentionnés.

La première session de travail du groupe a permis aux participants de partager leur compréhension de certains concepts, des expériences concrètes et des stratégies utiles pour l'approche basée sur les droits de l'homme en matière de commerce, investissement et finance (ou la politique financière). Un nombre de sessions d'enseignements réciproques ont été mises en place, où les organisations échangeaient leurs expériences, leur stratégie juridique et d'activité de plaidoyer au niveau local, domestique, régional et international. Les participants ont échangé certains défis, opportunités et leçons à partir de leur expérience au sein de divers comités, organes et agences des Nations Unies, de l'OMC, des négociations de libre commerce régional ou bilatéral, des agences d'exportation de crédits, des banques de développement multilatérales, des panels d'arbitrage, des banques privées,

des gouvernements, des organes régionaux, et autre forum. Deux ateliers basés sur les connaissances ont été mis en place, conjointement entre le groupe sur les entreprises et les droits humains et celui sur la justiciabilité des DESC, portant sur différentes institutions financières, afin de servir de levier pour renforcer le respect des droits de l'homme et sur les stratégies juridique dans l'ère de la mondialisation.

Enfin, deux sessions de stratégies ont également été mises en place, qui ont aboutit sur un certain nombre d'actions sur lesquelles baser un future travail collectif. Ceci inclut, par exemple, d'augmenter le partage d'expériences sur la politique financière et les droits de l'homme au niveau régional, l'identification et l'inclusion de plus de décisions judiciaires pour la base de données légales du Réseau-DESC, une mise à jour des membres du réseau travaillant dans ce domaine, une étude des normes, instruments, principes qui puissent être utiles pour aider à orienter la politique du gouvernement, le renforcement des capacités des organisations locales et nationales et échanges d'avocats, des actions judiciaires coordonnées devant les tribunaux nationaux (par exemple pour questionner les accords de libre commerce qui nuisent aux droits de l'homme), et enfin, l'organisation d'actions coordonnées pour intégrer une approche basée sur les droits de l'homme dans les décisions politiques sur la crise financière. Les participants ont également attiré l'attention sur l'intérêt de proposer des instruments, des systèmes et des mécanismes alternatifs plus constructifs, au lieu de réagir à l'agenda global établis par ceux qui ne sont pas concernés, ou qui sont opposés aux principes des droits de l'homme. Ont été également considérées comme des activités permettant d'apporter une valeur-ajoutée aux activités du Réseau: une mobilisation sociale plus vaste, afin de rassembler les ONGs et les mouvements sociaux, avec des techniques de sensibilisation, éducation, de sensibilisation, de formation et construction.

5. Analyse du budget et DESC

Les discussions et travaux présentés au sein du groupe de travail sur le budget et les DESC ont montré le potentiel intéressant mais également les obstacles multiples que représente le travail dans ce domaine. Des groupes du monde entier, au niveau de connaissances différents et d'origines diverses, se sont réunis pour partager leur expériences et leur stratégies. Ainsi, une utilisation intéressante de l'étude de budget pour la promotion des DESC a été réalisée en Argentine, au Mexique et en Afrique du Sud. Cependant, les difficultés pour accéder à l'information et le manque de capacité pour entreprendre une étude de budget sont des obstacles fréquents. Un effort conceptuel a été fait pour analyser la question du lien entre le budget et les obligations en matière de droits de l'homme.



Les sessions du groupe de travail sur le budget et les DESC avaient pour but d'informer sur le travail accompli par le réseau et ses membres, ainsi que préparer l'espace pour de nouveaux projets, et alliances. La première session a permis d'informer sur les projets du monde entier, ayant eu un impact positif. La deuxième et la troisième session ont fourni une analyse conceptuelle des liens entre l'analyse du budget et les obligations étatiques en matière de droits de l'homme. La quatrième et cinquième session ont porté sur les obstacles et stratégies pour les dépasser. Enfin, les sessions 6 et 7 ont permis aux participants de développer des idées pour une collaboration future, y compris le renforcement des capacités et le partage d'information. Dans l'ensemble, il y a consensus autour de l'idée selon laquelle l'analyse du budget est plus utile quand elle est intégrée aux différents domaines d'action pour informer et renforcer les activités de plaidoyer de chaque groupe.

6. Les femmes et les DESC

Les présentations et discussions sur les DESC des femmes ont démontré un intérêt grandissant sur la question dans le mouvement international de protection des droits humains des femmes. Des groupes du monde entier ont discuté sur les progrès et les régressions importants concernant les femmes et les DESC au sein du contexte mondial de changement climatique, l'extrémisme religieux, la «guerre contre le terrorisme», et la crise financière mondiale. Les participants d'Afrique et d'Amérique latine ont soutenu de façon récurrente le lien entre violence et discrimination contre les femmes et le manque d'exécution des DESC des femmes dans leur pays.

Les présentations au sein des sessions de travail, ont commencé par un rappel du travail accompli par le Réseau dans le domaine, avant de présenter des cas d'étude sur la situations des femmes et des DESC dans plusieurs pays. Ceci a conduit à l'étude des femmes et des DESC au sein des systèmes nationaux, régionaux et internationaux des droits de l'homme. Une session conjointe avec le groupe de travail sur la justiciabilité a été organisée portant sur les stratégies juridiques et d'activité de plaidoyer en matière d'égalité des droits. Enfin, les obstacles majeurs ont fait l'objet d'une session entière. Ces présentations ont culminé avec une discussion ouverte en deux parties sur les priorités des membres et le développement d'un plan d'action du Réseau pour le future.



Les participants ont choisi de se concentrer sur 2009 et la commémoration du 30^{ième} anniversaire de la Convention contre les discriminations à l'égard des femmes, afin de réclamer la mise en œuvre des DESC des femmes. Un certain nombre d'activités et de thèmes sur le sujet sont en préparation. Les participants ont également souligné le besoin de formation des groupes de femmes sur le PIDESC et probablement son protocole facultatif, faisant du PIDESC et la Convention contre la discrimination à l'égard des femmes, deux possibles stratégies à explorer. Actuellement en discussion la possibilité de produire un document pour les avocats afin d'utiliser ces deux conventions pour protéger les droits des

femmes, en particulier leur DESC. Enfin, les participants ont accepté l'idée que la banque de donnée des cas judiciaires inclue les DESC des femmes.

7. Le droit humain à la santé

La session de travail sur le droit à la santé est née de l'intérêt des membres pour ce thème et a pour objectif de fournir l'espace pour de nouvelles idées de projets et d'alliances. Cette réunion a permis de rassembler des groupes différents de personnes travaillant selon des perspectives différentes et à des niveaux différents, sur le droit à la santé. Les présentations ont souligné l'intérêt d'une approche basée sur les droits de l'homme pour le droit à la santé, les violations permanentes de ce droit que souffrent certains groupes tels que les femmes, les peuples autochtones, les personnes handicapées, et ceux qui vivent dans des conditions de pauvreté, et les stratégies utilisées pour enrayer ces situations, ainsi que la nécessité de travailler avec des outils et approches efficaces pour identifier, argumenter et mettre en place les politiques contre les violations du droit à la santé.

La première session a fourni une vue d'ensemble du concept, et a permis d'aborder les différents points de vue sur l'opportunité de travailler sur ce thème selon plusieurs perspectives. La session 2 a porté sur les possibilités de contrôler et mettre en œuvre le droit à la santé. La Session 3 a mis en évidence deux questions primordiales: HIV/SIDA et la mortalité maternelle. La session 4 a analysé la question de l'accès aux médicaments dans ce contexte de mondialisation et les accords de propriété intellectuelle. La session 5 a analysé la conformité des systèmes de santé depuis plusieurs points de vue, notamment celui des personnes handicapées.

Enfin, les sessions 6 et 7 ont fourni l'espace pour développer les idées de collaboration future. Le groupe a décidé que compte tenu de la diversité des participants, il devait choisir un thème de travail qui soit commun, et a choisi celui de l'accès aux médicaments. Il y avait beaucoup d'intérêts croisés sur cette question, ce qui leur a permis d'apprendre de l'expérience des autres, et de se soutenir mutuellement. Le but ultime de ce groupe à l'avenir est de sensibiliser différents acteurs sur la question de l'accès aux médicaments comme une question de droits de l'homme, et mettre les gouvernements et autres acteurs face à leur responsabilité de permettre l'accès aux médicaments.

V. LES MOUVEMENTS SOCIAUX ET LES ORGANISATIONS DE BASE: RASSEMBLEMENT ET VISITES DE SOLIDARITÉ

Les dirigeants des mouvements sociaux et des organisations de base des Amériques, Afrique et Asie sont venus à Nairobi pour participer à trois jours de réunion du groupe de travail sur les mouvements sociaux qui s'est tenu autour de la réunion stratégique des DESC et l'Assemblée générale du Réseau-DESC. Le rassemblement a favorisé l'enseignement réciproque au sein des mouvements, de renforcer les liens de solidarités et de soutien entre mouvements sociaux et ONGs, et l'organisation de visites de solidarité pour soutenir et apprendre du mouvement social Kenyan. Le groupe de travail sur les mouvements sociaux a également développé des stratégies et des plans de travail collectifs, et favorisé l'intégration et son rôle central de leader au sein du Réseau-DESC. Les discussions étaient animées et basées sur des décennies de résistance et d'expériences diverses et riches, telles que celles des petits producteurs, les personnes pauvres des campagnes ou des cités urbaines, des peuples autochtones, Dalit, les femmes et les organisations d'ouvrier, les pêcheurs, les éleveurs non sédentaires, et les personnes atteintes du HIV/SIDA.

La réunion a commencé par un accueil chaleureux de la part des organisateurs locaux, suivi par une discussion sur l'histoire du Réseau-DESC et des mouvements sociaux. Avec une vidéo, en petits groupes et en assemblée, les participants ont partagé leur expérience

concrète individuelle, les défis clés, les stratégies basées sur les droits de l'homme et les récents succès et opportunités naissantes pour garantir les DESC.



Les discussions ont porté sur l'identification des difficultés partagées par tous. Ces difficultés sont diverses, allant de la privatisation des terrains, de l'eau et autres ressources naturelles; le déplacement et la dépossession, le manque de participation significatif au sein des gouvernements, des institutions mondiales et de la société civile au sens large; le manque de reconnaissance des droits de familles d'agriculteurs; la criminalisation des dissidents; le déni d'accès de justice et l'incapacité de parvenir à la justiciabilité des droits économiques et sociaux. Les discriminations en cours et les violations des droits culturels, ainsi que la tentative systématique de détruire la mobilisation et dégrader l'organisation des communautés, sont des difficultés communes à tous.

Le groupe a ensuite commencé à analyser les causes de leurs difficultés communes. Ainsi le manque de respect pour la diversité, la corruption ou l'existence de mauvaises structures de représentation; les formes actuelles de colonialisme, la marchandisation et le capitalisme, ont été invoqués. Il en va de même du manque de volonté politique, la bonne gouvernance, l'absence de responsabilisation et l'impunité. Le manque de participation significative et d'information ou une compréhension erronée des droits de l'homme sont aussi à l'origine des difficultés rencontrées par les mouvements sociaux dans le monde.

À partir de ces difficultés, les participants ont analysé les stratégies pour les surmonter. Ainsi, la mise en œuvre de coalition d'alliances stratégiques par la coalition des travailleurs Immokalee, le leadership du réseau international par le Mouvement pour la Survie du Peuple Ogoni (MOSOP), l'éducation publique, la mobilisation publique et l'action directe par le Mouvement des Sans Terres (MST), l'utilisation des mécanismes légaux par le Western Shoshone, les vidéos de plaidoyer pour documenter certains abus et sensibiliser par le Comité d'urgence Garifuna de Honduras sont les exemples de stratégies discutés. La journée a pris fin avec une formation pour la vidéo de plaidoyer facilitée par WITNESS, avec les caméras du Réseau-DESC.

Au deuxième jour, les participants ont évalué les efforts du groupe de travail jusque présent et discuté les modèles de collaboration effective pour l'élaboration d'un plan d'action. Un fort consensus a émergé concernant le besoin de programmes d'enseignements réciproques, en particulier associés aux visites de solidarité, où les participants peuvent soutenir, travailler et apprendre avec les mouvements locaux, de façon concrète leur combat de tous les jours

pour les droits de l'homme. Les participants ont également proposé d'autres façons de collaborer tel que l'éducation des jeunes, l'engagement des leaders des communautés, former des enseignants en droits de l'homme (en particulier les femmes), et créer un manuel accessible sur les DESC, et sur les stratégies efficaces pour les mettre en œuvre. À cet égard, de nombreuses interviews et enregistrements ont été réalisés au cours des sessions ayant pour objectif la réalisation de ce manuel. Les participants ont ensuite réfléchi aux façons d'engager le Réseau dans leur plan d'action, la création de directives pour les actions urgentes du Réseau-DESC, et les façons de prendre des positions de direction au sein du Réseau, à travers par exemple, des rôles plus actifs au sein des domaines de travail et une meilleure représentation au sein du conseil d'administration.

Le groupe de travail sur le mouvement social a participé ensuite aux visites de solidarité dirigées par les mouvements sociaux kenyans. Les participants ont visité les trois communautés Korogocho, Kibera et Mukuru Kwa Ngenga/ Kwa Ruben. Ces visites ont permis aux participants de soutenir les groupes locaux tout en partageant leurs stratégies, apprendre de leur combat quotidien au Kenya en faveur des femmes ou des personnes vulnérables, leur combat pour la récupération de leur terre, le droit au logement et la forte inégalité en matière d'accès à la santé.

À la suite de ces deux jours intenses d'expérience et de construction d'une voix collective, le groupe de travail sur les mouvements sociaux a rejoint la réunion de stratégie internationale sur les DESC et l'Assemblée générale. Le groupe a participé activement aux sessions des groupes de travail. Les participants ont également tenu une session plénière de trois heures sur le thème de la construction d'un Réseau de contacts venant de la base pour le Soutien mutuel et Action conjointe (voir ci-dessus). Cette session plénière a permis à tous les participants d'identifier les étapes concrètes pour le renforcement de la collaboration parmi les membres, y compris à travers des formations sur les droits de l'homme, les échanges de mouvements sociaux, l'échange de matériel, et le soutien des campagnes locales. Au cours de l'Assemblée générale, trois représentants des mouvements sociaux ont été élus au sein du Conseil d'administration du Réseau-DESC, comme exemple du rôle dirigeant qu'ont pris ces mouvements au sein du Réseau lors du séjour au Kenya.

Au septième jour, le groupe de travail sur les mouvements sociaux et le Secrétariat ont organisé une session finale de stratégie, qui a porté sur l'évaluation de la réunion de stratégie, la discussion sur les prochaines étapes, la formation de nouvelles structure pour la direction du Réseau, et de nouvelles thématiques pour le groupe de travail. Un Comité de direction a été mis en place et des volontaires individuels ont été désignés pour servir de point de contact dans chaque domaine du Réseau-DESC afin de partager les information et représenter les préoccupations des organisations de base. Les participants ont décidé de collaborer dans trois domaines à l'avenir. Il en va ainsi de la communication, afin que les groupes restent en contact, reçoivent l'information pertinente et construisent un réseau de soutien d'urgence. Les techniques de communication incorporaient l'utilisation de la vidéo, les multimédias, les newsletters, listes de diffusion et messages SMS. Le deuxième domaine sera la formation et les échanges dirigés aux communautés et/ou aux formateurs potentiels, et enfin le lancement d'une campagne mondiale à moyen terme.

VI. L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET LES ÉLECTIONS DU NOUVEAU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU RÉSEAU-DESC

À Nairobi, l'Assemblée générale du Réseau-DESC a élu un nouveau Conseil d'administration (Board) et discuté des questions de directions afin de renforcer l'influence du Réseau-DESC sur les prises de décisions concernant la responsabilité étatique et non-étatique pour la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels. La réunion de stratégie internationale a fourni une occasion unique de rencontrer en personne chaque membre et de discuter sur le développement stratégique du réseau. Les membres ont réfléchi à la

façon d'affiner son objectif, augmenter ses capacités, et d'améliorer son impact sur le terrain.

Au cours de la première session de direction, les membres ont débattu les fonctions et les stratégies de direction. Ainsi, un consensus est apparu autour de l'idée selon laquelle le Réseau-DESC est un excellent outil pour l'échange d'idées, de ressources, de stratégies et de renforcement des capacités. En outre, a été acceptée l'idée selon laquelle le point fort du Réseau-DESC réside dans sa position d'interface de travail entre le niveau national et international. De plus, il a été souligné que la fonction du Réseau-DESC offre une plateforme pour permettre aux groupes d'entreprendre des actions collectives et parler d'une seule voix collective sur des questions différentes. Les membres ont fait état de la possibilité d'étendre les questions sur lesquelles entreprendre un travail collectif telles que la crise financière, les changements climatiques, et d'autres questions méthodologiques telles que les indicateurs ou les méthode d'évaluation des DESC. Une question a fait l'objet de nombreux débats, à savoir s'il était désirable ou si le Réseau avait la capacité de parler d'une seule voix, autour d'une campagne spécifique. Certaines personnes proposaient d'entreprendre une campagne collective telle que celle pour la ratification du protocole facultatif ou la crise financière mondiale. Finalement, les membres du Réseau-DESC se sont vu laissé la possibilité de choisir un ou deux thèmes pour une seule campagne de grande envergure. Néanmoins, ceci n'empêche en aucun cas les membres de participer aux groupes de travail auxquels ils appartiennent, ou commencer à travailler dans de nouveaux domaines. À cet égard, l'aspect multi facette du réseau est considéré comme un point fort. Une troisième fonction importante consiste dans la création de tunnels et synergies avec d'autres organisations, de groupes et thématiques régionales, afin de parvenir à une plus grande diversité, représentation géographique et inclure plus de groupes de langues.

Au cours de cette seconde session, les membres ont donné un mandat spécifique au Secrétariat pour entreprendre des actions urgentes. Depuis sa création, les membres du Réseau-DESC ont périodiquement sollicité au réseau d'entreprendre plusieurs actions urgente afin de se solidariser et de soutenir certains groupes en période difficile. Aussi, le Secrétariat n'a pas encore reçu le mandat formel pour organiser les actions urgentes réalisées au Kenya. Les membres ont discuté les critères et les procédures pour mettre en place ces actions, améliorer l'effectivité du Réseau et assister les membres menacés. Un certain nombre de critères et de procédures ont été présentés à l'Assemblée générale. Plusieurs amendements ont été posés qui ont aboutit à la création d'un comité de rédaction.

Au cours d'une troisième session de direction, l'Assemblée générale du Réseau-DESC a décidé de mandater le Conseil d'administration et le Secrétariat pour initier la recherche de bureau alternatif pour le Secrétariat du Réseau-DESC, et pour prendre les décisions nécessaires au bon fonctionnement de celui-ci, dans le contexte de la délocalisation du bureau. Il a été décidé que le Conseil d'administration et le Secrétariat devaient avancer sur cette question de façon réfléchie, et tenir informer les membres des décisions clés. Dès lors, les membres ont réfléchi sur les critères qui devraient guider le Conseil d'administration et le Secrétariat.

Les membres ont également décidé que le Conseil d'administration devait prendre en considération la possibilité de prendre le rôle de leader dans la campagne de ratification du protocole facultatif du PIDESC. Enfin, la Déclaration de Nairobi a été adoptée par l'Assemblée générale (voir le document en entier sur le site web). Dans ce contexte de défis pour l'humanité posé par le climat de crise sociale, financière, et y compris climatique, la Déclaration pose les fondations basiques pour la survie des Peuples pour qui la subsistance et le bien-être sont sous la menace de l'économie de système et les régimes d'investissement qui promotionnent le consumérisme. La Déclaration dénonce le déséquilibre croissant des structures sociales, économiques, et politiques qui perpétuent l'inégalité, l'insécurité et la vulnérabilité – en particulier des Peuples autochtones, des

femmes, des Afro-descendants, les éleveurs nomades, les petits producteurs, les pêcheurs, les ouvriers et les enfants. La Déclaration exige l'établissement de la primauté des droits de l'homme sur les régimes économiques et financiers ainsi que la promotion de la vision des DESC pour comprendre les questions environnementalistes et climatiques. En solidarité avec les mouvements sociaux kenyans et les communautés menacées, la Déclaration de Nairobi réclame que l'Etat kenyan surveille et régule la distribution et l'utilisation des terres, arrête les expulsions et mette en place des procédés participatifs et de recours effectifs pour chaque victime d'expulsion. La Déclaration insiste également sur la création d'emploi pour les jeunes, l'établissement de programmes pour arrêter les violences faites aux femmes et aux jeunes filles, et assurer la disponibilité, l'accessibilité économique et matérielle des services sociaux.



En conclusion, la Déclaration invite les membres du Réseau-DESC à continuer leur participation active et le leadership des mouvements sociaux au sein du Réseau, établir un système de soutien urgent pour les défenseurs des DESC, et soutenir les actions conjointes au Kenya.

Le nouveau Conseil de direction du Réseau-DESC a été élu pour une période de trois ans par l'Assemblée générale à Nairobi, (Kenya) et comprends les membres suivants:

Mr. Hossam Bahgat

[Egyptian Initiative for Personal Rights](#) (Egypte)

Mme. Julie Cavanaugh-Bill

[Western Shoshone Defense Project—WSDP](#) (Newe Sogobia/Etats Unis)

Mme. Shanthi Dairiam

[International Women's Rights Action Watch -Asia Pacific](#) (Malaysie)

Mr. Renji George Joseph

[Alliance for Holistic and Sustainable Development of Communities](#) (Inde)

Mr. Legborsi Saro Pyagbara

[Movement for the Survival of the Ogoni People—MOSOP](#) (Nigeria)

Mr. Wilder Sánchez Chávez
[Confederación Campesina del Perú—CCP](#) (Perou)

Mme. Aye Aye Win
[Dignity International](#) (France)

VII. LES VISITES SUR LE TERRAIN

Les visites sur le terrain de plusieurs communautés de Nairobi ont été organisées par les groupes locaux pour permettre aux participants d'échanger leurs positions et expériences avec les membres des communautés, apprécier les efforts de plaidoyer par les organisations de base et à prendre en compte les réussites et les défis et explorer les futures actions conjointes et de networking.

La première visite à Dagoretti Constituency, organisé par KARIKA qui lutte pour le droit à la santé, en particulier pour les personnes pauvres et vulnérables, mettant l'accent particulièrement sur les personnes atteintes de HIV qui bénéficient d'un service de soin à domicile. Les principaux problèmes de ces quartiers sont la sécurité, l'absence de logement adéquat, la pauvreté et le chômage des jeunes, le manque d'accès aux services sanitaires et le HIV/SIDA, la mauvaise disponibilité de l'eau et des services sanitaires, la dégradation de l'environnement et des installations scolaires inadéquates pour les populations vulnérables.

La seconde visite a eu lieu à Westlands Constituency, par Kibagare Haki Zetu, qui a été formé pour aider les résidents de ces bidonvilles à s'unir et résister contre les expulsions forcées et s'engager dans la lutte quotidienne pour améliorer leur mode de subsistance. Les principaux problèmes de la vie dans ces taudis de la perspective des droits économiques, et sociaux consistent en l'absence de sécurité juridique quant aux propriétaires, expulsions constantes, absence d'eau et de services sanitaires, absence de service de santé, et d'installations scolaires, et le non respect de l'environnement.

VIII. SÉANCES D'ESPACE LIBRE

Des sessions ouvertes ont également été organisées pour permettre aux participants de réfléchir aux questions qui n'ont pas été incluses dans les réunions ou pour créer un espace pour organiser les stratégies et la collaboration. Il y avait 12 sessions, organisées par les organisations et couvrant les thèmes suivants :

- *Droit à la Sécurité sociale*, ORGANISATEURS(TRICES) DE LA SÉANCE : Priiti Darooka, Programme on Women's Economic, Social and Cultural Rights (PWESCR) (*Programme sur les Droits économiques, sociaux et culturels*), Inde et Malcolm Langford, Centre pour les Droits humains, Norvège
- *Droits autochtones, Environnement et Activisme de mouvements de base : film et discussion*, ORGANISATEURS DE LA SÉANCE : Larson Bill, Western Shoshone Defense Project (*Projet de défense des Shoshones de l'Ouest*), USA
- *Droits et anti-corruption : fournir des moyens pour la mobilisation de la société civile en matière d'accès aux droits économiques, sociaux et culturels et la jouissance desdits droits*, ORGANISATEURS: International Council on Human Rights Policy (ICHRP) (*Conseil international sur la politique des droits humains*), Suisse/ Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS) (*Centre d'Études juridiques et sociales*), Argentine
- *Évaluer les Droits des Femmes en matière de Santé*, ORGANISATEURS(TRICES) DE LA SÉANCE : Grace Maingi-Kimani, Federation of Women Lawyers (*Fédération des Femmes Avocates*), Kenya

- *Pourquoi et comment s'engager dans la défense de la Propriété intellectuelle : un appel urgent aux militant(e)s des droits humains* ORGANISATRICE : Zoë Goodman, 3D->Trade (3-D), Droits humains et économie équitable, Suisse
- *La budgétisation des droits humains : un échange pour les organisations intéressées à participer et contribuer à la phase pilote de l'effectuation du budget pour les Droits humains 2009-2010*, ORGANISATRICES DE LA SÉANCE : Cornelieke Keizer, Equalinrights et Erica Wortel, APRODEV (*Association des Conseils mondiaux oeucunémiques liés aux organisations pour le développement en Europe*), Suisse
- *Une réponse des Droits humains à la mondialisation : la valeur ajoutée du travail avec les obligations extra-territoriales OET*, ORGANISATRICES DE LA SÉANCE : Sandra Ratjen, Katrin Geenan, FIAN (*Organisation internationale de lutte contre la faim par les droits humains*), Allemagne
- *Intégration des stratégies macro-économiques et droits humains*, ORGANISATRICE DE LA SÉANCE : Radhika Balakrishnan, Marymount Manhattan College, USA
- *Vidéo « Place légitime »*, ORGANISATRICE DE LA SÉANCE : Munini Mutuku, Centre For Minority Rights Development (*Centre pour le Développement des Droits des personnes minoritaires*), Kenya
- *Vidéo pour le changement – Comment utiliser la vidéo pour le plaidoyer des droits humains*, ORGANISATEUR DE LA SÉANCE : Bukeni Waruzi, WITNESS (*TÉMOIN*), USA
- *Droits Devant: Un outil pour évaluer pas à pas l'impact des investissements étrangers sur les droits humains*, ORGANISATEURS DE LA SÉANCE : Droits et Démocratie
- *Outils pour la Responsabilité envers les droits économiques et sociaux : l'outil de suivi du CDES et index de satisfaction des droits sociaux et économiques*, ORGANISATEURS(TRICES) DE LA SÉANCE : Eitan Felner, Center for Economic and Social Rights (CESR) (*Centre pour les Droits sociaux et économiques*) & Alicia Yamin, Faculté de droit de Harvard, USA (Index créé par Sakiko Fukuda-Parr, autheure de l'Index sur le développement humain ONU 1996-2004 ; Terra Lawson-Remer et Susan Randolph)

IX. LES RÉUNIONS DES DÉLÉGUÉS AFRICAINS ET DES MOUVEMENTS SOCIAUX KENYANS

La réunion des participants africains a eu lieu le 3 décembre 2008, avec la participation de 36 représentants. La question principale portait sur comment maintenir au sein de l'agenda régional africain les droits économiques, sociaux et culturels, après la conférence. Les nouveaux membres africains élus au sein du Conseil d'administration ont également assisté à la réunion, à savoir Legborsi Saro Pyagbara, Mosop, (Nigeria), et Hossam Baghat, Egyptian Initiative for Personal Rights, (Egypt), tous deux très en faveur de cette idée. Les participants étaient tous d'accord quant au besoin urgent d'établir un cadre de communication pour les activistes africains afin d'échanger des informations, des expériences et si nécessaire de se soutenir mutuellement. Hakijamii a été autorisé à créer un forum interactif avant qu'un procédé plus structuré soit possible. Le forum permettrait aussi aux activistes de communiquer de façon plus efficace avec l'ensemble du réseau, en particulier les membres du conseil d'administration de la région. Aussi, le forum est maintenant sur le point d'être activé. Il est basé sur les discussions et les groupes de travail du Réseau-DESC, avec possibilité de changement après consultation du Secrétariat du réseau. Par conséquent il s'agissait d'un pas en avant important dans la mesure où en général, les participants rentrent dans leur pays sans aucun mécanisme de suivi effectif. Les animateurs vont convenir de la viabilité de chaque groupe. Les deux membres du Conseil d'administration vont transmettre les positions du Conseil pour faire en sorte que le mouvement régional avance en harmonie avec le reste du réseau.

Un groupe de mouvement sociaux du Kenya s'est aussi réuni le 29 décembre 2008, au sein des événements organisés pour le Réseau-DESC. La réunion a rassemblé pour la première fois des organisations de base de toute la région du Kenya. Le programme portait sur la

façon d'utiliser une approche basée sur les droits de l'homme pour les activités de plaidoyer concernant les DESC au niveau des organisations de base et tenant compte du contexte national. Les représentants des ONGs travaillant sur les DESC ont facilité la discussion. À la fin de la réunion, il a été décidé de former au Kenya un mouvement social kenyan national avec des points de coordination dans chaque région. Il a ensuite été décidé que chaque région tiendrait des sessions pour poser les modalités de fonctionnement afin de renforcer le mouvement au niveau de la base. Ainsi, il s'agit d'un exemplaire supplémentaire du rôle important joué par l'Assemblée générale et la Réunion stratégique qui ont permis de renforcer le tout récent mouvement social kenyan. En janvier 2009, une réunion de suivi a été réalisée par la Coalition kenyane des DESC, qui a établis la nécessité de consolider le réseau national DESC.

Ces deux exemples laisse entrevoir des défis et des perspectives. Le plus grand défi est d'ors et déjà de maintenir ces projets. À cet égard, on espère que ses sympathisants vont venir leur fournir le soutien nécessaire. Ces projets représentent une chance de fournir une base forte pour renforcer le réseau régional et les campagnes au-delà de la simple participations aux conférences.

X. LES PARTICIPANTS DE LA RÉUNION STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

Prénom	Nom(s) de famille	Organisation	Pays
Alberto	Ernesto	Rede DESC Uíge	Angola
Murielle	Mignot	Forum of the Angolan NGOs—RECI-DESC	Angola
Tiago	Relogio	Aliança Para Promoção Do Desenvilmento Da Comunidade De Hoji Ya Henda (APDCH)	Angola
Pilar	Arcidiácono	Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS)	Argentine
Nuria	Becú	Asociación Civil por la Igualdad y la Justicia (ACIJ)	Argentine
Jorge	Carpio	Foro Ciudadano de Participación por la Justicia y los Derechos Humanos (FOCO)	Argentine
Carolina	Fairstein	Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS)	Argentine
Mabel	López Oliva	Asesoría General Tutelar	Argentine
Irene	Novacovsky	Foro Ciudadano de Participación por la Justicia y los Derechos Humanos (FOCO)	Argentine
Jorge Daniel	Taillant	Centro de Derechos Humanos y Ambiente (CEDHA)	Argentine
Veronique	Van der Planque	Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH)	Belgique
Valerie	Van Goethem	Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH)	Belgique
Giane	Alvares	Landless Worker's Movement (MST)	Brésil
Darci	Frigo	Terra de Direitos	Brésil
Rafael	Mendonca Dias	Justiça Global	Brésil

Maria Elena	Rodriguez	Federação de Órgãos para Assistência Social e Educacional (FASE)	Brésil
Leandro	Scalabrin	Movimento dos Atingidos por Barragens (MAB)	Brésil
Marcela	Vieira	Conectas Direitos Humanos	Brésil
Iliana	Balabanova-Stoycheva	Bulgarian Gender Research Foundation (BGRF)	Bulgarie
Margarita	Ilieva	Bulgarian Helsinki Committee (BHC)	Bulgarie
Madeleine	Afite	l'ACAT-Littoral & de la Maison des Droits de l'Homme du Cameroun	Cameroun
Maxime	Bissay	l'ACAT-Littoral/MDHC	Cameroun
Jean-Baptiste Shelley	Sipa	Maison des Droits de l'Homme au Cameroun (MDHC)	Cameroun
	Arthur	Visual Voice Captions for Steven Estey	Canada
Caroline	Brodeur	Rights and Democracy	Canada
Steven	Estey	Disabled Persons International (DPI)	Canada
Leilani	Farha	Centre for Equality Rights in Accommodation / National Working Group – Women and Housing Canada	Canada
Karyn	Keenen	Halifax Initiative	Canada
Bruce	Porter	Social Rights Advocacy Centre (SRAC)	Canada
Carole	Samdup	Rights and Democracy	Canada
Dora Lucy	Arias Giraldo	Corporación Colectivo de Abogados “José Alvear Restrepo”	Colombie
Felipe	Galvis Castro	Comisión Colombiana de Juristas	Colombie
Hector-Leon	Moncayo	Instituto Latinoamericano de Servicios Legales (ILSA)	Colombie
Patricia	Ramírez Parra	Integrante de la Ruta Pacífica de las Mujeres y del Movimiento de Mujeres Contra la Guerra	Colombie
Cesar	Rodriguez	DeJusticia	Colombie
Roger	Bouka Owoko	Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH)	Congo-Brazzaville
Pauline	Yao	Femmes Cote d'Ivoire Experience	Cote d'Ivoire
Golden	Misabiko	Association Africaine de Defense des Droits de L'Homme (ASADHO)	Congo
Emmanuel	Umpula Nkumba	Action Contre l'Impunité pour les droites humains (ACIDH)	Congo
Alicia	Granda	Comisión Ecuánica de Derechos Humanos (CEDHU)	Équateur
Hossam	Bahgat	Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR)	Égypte
Shaima	Rizk	Land Center for Human Rights – Interpreter	Égypte

Karam	Saber	Land Center for Human Rights	Égypte
Joseph	Schechla	Housing and Land Rights Network, HIC-MENA	Égypte
Manal	Sherif	Egyptian Center for Housing Rights	Égypte
Victor	Pérez Castañeda	Comisión de Derechos Humanos del Salvador	El Salvador
Elisa	Mikkola	The Finnish NGO Foundation for Human Rights – KIOS	Finlande
Sari	Naskinen	The Finnish NGO Foundation for Human Rights – KIOS	Finlande
Aye Aye	Win	Dignity International	France
Elin	Wrzoncki	Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH)	France
Amadou	Ceesay	African Centre for Democracy and Human Rights Studies (ACDHRS)	Gambie
Bastiaan	Colombaroli	Food First Information and Action Network - FIAN International	Allemagne
Katrin	Geenen	Food First Information and Action Network - FIAN International	Allemagne
Sandra	Ratjen	Food First Information and Action Network - FIAN International	Allemagne
Justice Edward	Blay	Women in Law and Development in Africa (WILDAF-Ghana)	Ghana
Esperanza	Giraldo	Comité de América Latina y el Caribe para la Defensa de los Derechos de la Mujer (CLADEM)	Guatemala
Lorenza	Laynes Reynoso	Asociación Q'ukumatz	Guatemala
Suzanne	Shende	Comité de Emergencia Garífuna de Honduras	Honduras
Ramesh	Awasthi	Mahil Sarvangeen Utkarsha Mandal (MASUM)	Inde
Priti	Darooka	Programme on Women's Economic, Social and Cultural Rights (PWESCR)	Inde
Renji	George Joseph	Alliance for Holistic and Sustainable Development of Communities (AHSDC)	Inde
Colin	Gonsalves	Socio Legal Information Centre	Inde
Anand	Grover	Lawyers Collective	Inde
Miloon	Kothari	Former United Nations Special Rapporteur on Adequate Housing, Coordinator of the South Asian Regional Programme and Habitat International Coalition's Housing and Land Rights Network, India (HIC/HLRN)	Inde
Niti	Saxena	Association for Advocacy and Legal Initiative (AALI)	Inde
Diya	Uberoi	Research Assistant to Anand Grover	Inde
Andrew	Anderson	Frontline - The International Foundation for the Protection of Human Rights Defenders	Irlande

Tajudeen	Abdul-Raheem	United Nations Millennium Campaign in Africa	Kenya
Dorothy	Asando	Shelter Forum	Kenya
Mary	Francis	Groots Kenya	Kenya
Philip	Gathungu	Shelter Forum	Kenya
Yash	Ghai	UN Special Representative for Human Rights in Cambodia and Head of the Constitution Advisory Support Unit for UNDP in Nepal	Kenya
Olatokunbo	Ige	Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, Human Rights Advisor, Kenya	Kenya
Bether	Juma Kokach	Eastern Africa Economic, Social and Cultural Rights Coalitions (EACOR)	Kenya
Louiza	Kabiru	Kenyan Human Rights Commission (KHRC)	Kenya
Miriam	Kahiga	Amnesty International	Kenya
Charles	Kamuiru	Groots Kenya	Kenya
Simon	Katee	Mombasa City Wide Association	Kenya
Caroline	Kerubo Okioga	Centre on Housing Rights and Evictions (COHRE)	Kenya
Esther	Kodhek	Cordaid	Kenya
Jennifer	Koinante	Yiaku People's Association	Kenya
Davinder	Lamba	Mazingira Institute	Kenya
Charles	Lesingiran	Food for the Hungry International	Kenya
Grace	Maingi Kimani	FIDA-Kenya	Kenya
Eric	Makokha	Shelter Forum	Kenya
Venice	Makori	Hakijamii	Kenya
Pauline	Makutsa	Institute for Law & Environment Governance	Kenya
Adan	Mohammed	ARIDA – Mandera	Kenya
Daniel	Mpoiko Kobei	Ogiek Peoples Development Program	Kenya
Alex	Munyere	United Disabled Persons of Kenya	Kenya
Munini	Mutuku	Center for Minority Rights Development	Kenya
Jackline	Mwende	Kituo cha Sheria	Kenya
Margaret	Ngina	Groots Kenya	Kenya

Jemimah	Nindo	National Treasurer for Women Living with HIV/AIDS	Kenya
Isabel	Nyanguli	Butere Focused Women in Development	Kenya
Patrick	Ochieng	Ujamaa Center	Kenya
Elijah	Ochieng Odhiambo	Hakijamii	Kenya
Edwin Odeny	Odhiambo	Kenya Alliance4 Health and Food Rights Advocacy (KahFra)	Kenya
Leonida	Odongo	Eastern Africa Economic, Social and Cultural Rights Coalitions (EACOR)	Kenya
Anne	Ondaye	Groots Kenya	Kenya
James Odindo	Opiata	Hakijamii	Kenya
Humphrey	Otieno	Nairobi Peoples' Settlement Network	Kenya
Peter Ken	Otieno	Resource Conflict Institute (RECONCILE)	Kenya
Stephen	Ouma Akoth	UWC, Member of the Kenya ESCR Coalition	Kenya
Dalmas	Owino Otieno	Kituo Cha Sheria	Kenya
Ezeikiel	Rema	Muongano wa Wanavijiji	Kenya
Mutuma	Ruteere	Hakijamii Board Member	Kenya
Dagane	Sama	Pastoral Educational Resources for Sustainable Economic Development (PERSUED)	Kenya
Deborah	Scott	ACORD	Kenya
Hassan Guyo	Shano	Waso Trustland Project	Kenya
Dickson	Singo	NGOMA	Kenya
Rebeca	Tanui	Beacon	Kenya
Connie	Walyaro	Hakijamii	Kenya
Jostine	Wanjiku	Groots Kenya	Kenya
Ann	Wanjini	Groots Kenya	Kenya
Muthoni	Wanyeki	Kenya Human Rights Commission (KHRC)	Kenya
Jedidah Wakonyo	Waruhui	Legal Resources Foundation Trust	Kenya
Dorice	Yete-Vete	Shelter Forum	Kenya
Monica	Mbaru	Kenyan Section of the International Commission of Jurists	Kenya

Faiza	Mohamed	Equality Now	Kenya
Maina	Mutuaruhiu	Kenyan National Commission On Human Rights	Kenya
Shadrack	Omondi	Resource Conflict Institute (RECONCILE)	Kenya
Shanti	Dairiam	International Women's Rights Action Watch – Asia Pacific (IWRAP-AP)	Malaisie
Anni	Mitin	Southeast Asian Council for Food Security and Fair Trade (SEACON)	Malaisie
Toure Yaba	Tamboura	Collectif des femmes du Mali (COFEM)	Mali
Alejandra	Ancheita	Proyecto de Derechos Económicos Sociales y Culturales (ProDESC)	Mexique
Lourdes	Colinas Suarez	Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC)	Mexique
Maria Silvia	Emanuelli	Coalición Internacional para el Hábitat, Oficina para América Latina (HIC-AL)	Mexique
Helena	Hofbauer	International Budget Partnership (IBP)	Mexique
Gabriel	Lara	FUNDAR: Centro de Análisis e Investigación	Mexique
Maria Elena	Lugo del Castillo	Tribunal Superior de Justicia del Distrito Federal	Mexique
Thoko	Madonko	International Budget Partnership (IBP)	Mexique
Areli	Sandoval	DECA Equipo Pueblo	Mexique
Cornelieke	Keizer	Equalinrights	Pays-Bas
Emma	Sydenham	Equalinrights	Pays-Bas
Michael	Uiterwaal	Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH)	Pays-Bas
Peter	Van der Horst	Amnesty International	Pays-Bas
Erica	Wortel	ICCO/Aprodev Budgeting Rights	Pays-Bas
Khalid	Ikhiri	Association Nigerienne de Défense des Droits de l'Homme	Nigér
Princewill	Akpakpan	Civil Liberties Organization	Nigéria
Bola	Dare	Human Development Initiatives (HDI)	Nigéria
Elma Mary	Ekewuba	Justice and Peace Development Initiative	Nigéria
Sunny	Esaenwi	University of Port Harcourt	Nigéria
Soye	George		Nigéria
Joseph	Gitari	Ford Foundation	Nigéria
Edewede	Kadiri	Development Initiatives Network (DIN)	Nigéria

Sebastian	Kpalap		Nigéria
Chris	Newsom	Stakeholder Democracy Network	Nigéria
Chibogu	Obinwa	BAOBAB for Women's Human Rights	Nigéria
Richard	Oburu	Orashi Youth Movement	Nigéria
Chidi	Oduji	Social and Economic Rights Action Center (SERAC)	Nigéria
Michael	Ohiochoya Unuakhe		Nigéria
Emem	Okon	Kebetkache Women Development & Resource Centre	Nigéria
Raymond	Onyegu	Socio Economic Rights Initiative (SERI)	Nigéria
Legborsi Saro	Pyagbara	Movement For The Survival of the Ogoni People (MOSOP)	Nigéria
Chinelo	Uwakwe	WACOL - Women aid Collective	Nigéria
Barida	Vopnu	Movement For The Survival of the Ogoni People (MOSOP)	Nigéria
Aoife	Nolan	Queens University Belfast	Royaume-Uni
Malcolm	Langford	Norwegian Centre on Human Rights, University of Oslo and Hakijamii	Norvège
Saeed	Baloch	Pakistan Fisherfolk Forum	Pakistan
Hamdi	Al-Khawaja	Democracy & Workers' Rights Center in Palestine	Palestine
Oscar	Ayala Amarilla	Tierraviva	Paraguay
Stella Maris	Cacace	Plataforma Interamericana de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo (PIDHDD)	Paraguay
Javier Antonio	Mujica Petit	Centro de Asesoría Laboral del Perú (CEDAL)	Pérou
Diana Carolina	Portal Farfan	Estudio para la Defensa de los Derechos de la Mujer (DEMUS)	Pérou
Wilder	Sánchez Chávez	Confederación Campesina Del Perú	Pérou
Joji	Cariño	Tebtebba Foundation	Philippines
Ashley	William Gois	Migrants Rights International	Philippines
Nikuze	Theoneste	Eastern Africa Economic, Social and Cultural Rights Coalitions (EACOR)	Rwanda
Abu	Brima	Network Movement for Justice and Development (NMJD)	Sierra Leone
Geoffrey	Budlender	Advocate of the High Court of South Africa	South Africa
Lilian	Chenwi	Community Law Center	Afrique du Sud

Danwood	Chirwa	University of Cape Town	Afrique du Sud
Jackie	Dugard	Centre for Applied Legal Studies (CALS)	Afrique du Sud
Waruguru	Kaguongo	University of Pretoria Centre for Human Rights	Afrique du Sud
Steven Paul	Kahanovitz	Legal Resources Centre	Afrique du Sud
Regis	Mtutu	Treatment Action Campaign (TAC)	Afrique du Sud
Mala	Naidoo	Masimanyane Women's Support Centre	Afrique du Sud
Nikki	Naylor	Ford Foundation South Africa	Afrique du Sud
Noluthando	Ntlokwana	Women's Legal Centre	Afrique du Sud
Kevin	Donegan	Center for Economic and Social Rights (CESR)	Espagne
Eitan	Felner	Center for Economic and Social Rights (CESR)	Espagne
Ignacio	Saiz	Center for Economic and Social Rights (CESR)	Espagne
Shyamala	Gomez	Centre on Housing Rights and Evictions (COHRE)	Sri Lanka
Mario	Gomez	International Commission of Jurists (ICJ) - Nepal and Sri Lanka	Sri Lanka
Saad	Ali Babiker	Eastern Africa Economic, Social and Cultural Rights Coalitions (EACOR)	Sudan
Gunilla	Backman	Human Rights Consultant	Suède
Meghna	Abraham	Amnesty International	Suisse
Salih	Booker	Centre on Housing Rights and Evictions (COHRE)	Suisse
Zoë	Goodman	3D→Trade - Human Rights - Equitable Economy	Suisse
Claire	Mahon	ESC Rights Project	Suisse
Magdalena	Sepulveda	International Council on Human Rights Policy (ICHRP)	Suisse
Carin	Smaller	Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP)	Suisse
Juana	Sotomayor	OHCHR, Development and Economic and Social Issues Branch	Suisse
Dick	Mlimuka	Eastern Africa Economic, Social and Cultural Rights Coalitions (EACOR)	Tanzanie
Saji	Thomas	Forum Asia	Thaïlande
Ida	Le Blanc	National Union of Domestic Employees	Trinité-et-Tobago
Michelle	Kagari	Amnesty International	Ouganda
Paul	Mulindwa	Minority Rights Group International	Ouganda

Joseph	Okrut	Eastern Africa Economic, Social and Cultural Rights Coalitions (EACOR)	Ouganda
Nicholas	Senyonjo	Uganda Environmental Education Foundation (UEEF)	Ouganda
Gerald	Tushabe	Hurinet-U	Ouganda
Brenda	Campbell	International Women's Rights Action Watch – Asia Pacific (IWRAP-AP)	Royaume-Uni
Patricia	Feeney Grylls	Rights and Accountability in Development (RAID)	Royaume-Uni
Gillian	Nevins	Amnesty International	Royaume-Uni
Judith	Oder	INTERIGHTS	Royaume-Uni
Bret	Thiele	Centre on Housing Rights and Evictions (COHRE)	Royaume-Uni
Kali	Akuno	US Human Rights Network	Royaume-Uni États-Unis d'Amérique
Nikhil	Aziz	Grassroots International	États-Unis d'Amérique
Radhika	Balakrishnan	Marymount Manhattan College	États-Unis d'Amérique
Xenia	Barahona	Spanish Interpreter	États-Unis d'Amérique
Lucas	Benítez	Coalition of Immokalee Workers (CIW)	États-Unis d'Amérique
DeAngelo	Bester	National People's Action	États-Unis d'Amérique
Larson	Bill	Western Shoshone Defense Project (WSDP)	États-Unis d'Amérique
Ann	Blyberg	International Human Rights Internship Program (IHRIP)	États-Unis d'Amérique
Rebecca	Brown	ESCR-Net Secretariat	États-Unis d'Amérique
Aldo	Caliari	Center of Concern	États-Unis d'Amérique
Daria	Caliguire	Human Rights Consultant	États-Unis d'Amérique
Julie	Cavanaugh- Bill	Western Shoshone Defense Project (WSDP)	États-Unis d'Amérique
Suad	Eliás Atala	ESCR-Net Secretariat	États-Unis d'Amérique
TJ	Faircloth	Corporate Accountability International	États-Unis d'Amérique
Siyade	Gemechisa	Media Mobilizing Project	États-Unis d'Amérique
Mayra	Gomez	Centre on Housing Rights and Evictions (COHRE)	États-Unis d'Amérique
Sam	Gregory	WITNESS	États-Unis d'Amérique
Chris	Grove	Human Rights Consultant	États-Unis d'Amérique
Maya	Harris	Ford Foundation	États-Unis d'Amérique

Christina	Holder	Benjamin N. Cardozo School of Law	États-Unis d'Amérique
Liz	Ligon	ESCR-Net Secretariat	États-Unis d'Amérique
Janet	Lord	Harvard Project on Disability, BlueLaw International, LLP.	États-Unis d'Amérique
Nicholas	Lusiani	ESCR-Net Secretariat	États-Unis d'Amérique
Lisa	Lust	US Human Rights Network (USHRN)	États-Unis d'Amérique
Marla	Mazer	ESCR-Net Secretariat	États-Unis d'Amérique
Helen	Potts	Physicians for Human Rights (PHR)	États-Unis d'Amérique
Aisling	Reidy	Human Rights Watch	États-Unis d'Amérique
Sara	Rios	Ford Foundation	États-Unis d'Amérique
Julietta	Rossi	ESCR-Net Secretariat	États-Unis d'Amérique
Charlene	Sinclair	Poverty Initiative at Union Theological Seminary	États-Unis d'Amérique
Elisa	Slattery	Center for Reproductive Rights	États-Unis d'Amérique
Bukeni	Waruzi	WITNESS	États-Unis d'Amérique
Alicia	Yamin	Harvard Law School	États-Unis d'Amérique
Jacqui	Zalcborg	Earthrights International	États-Unis d'Amérique
Monette	Zard	Ford Foundation	États-Unis d'Amérique
Irit	Reinheimer	Media Mobilizing Project	États-Unis d'Amérique
Shivaani	Selvaraj	Media Mobilizing Project	États-Unis d'Amérique
Graciela	Dede Delfino	Human Rights Consultant	Uruguay
Luis Ernesto	Pedernera Reyna	Instituto de Estudios Legales y Sociales del Uruguay (IELSUR)	Uruguay
Marino	Alvarado Betancourt	Programa Venezolano de Educación-Acción en Derechos Humanos (PROVEA)	Venezuela
Claudio	Schuftan	Peoples' Health Movement (PHM)	Viet Nam

Nous souhaitons également remercier les bénévoles des universités kenyanes, à savoir :

Prénom	Nom(s) de famille
Mark	Lavi
Abdoul	Karuri
Sarah	Weru

Jeanl	Paul
Rachel	Amondi
Leonida	Kadima
Jacinta	Kaliti
Bernard	Odhiambo
Edward	Kahuthia
David	Odiambo
Benjamin	Sidori
Hassan	Juma
Daniel	Mwihia
Beverly	Mademba
Lynette	Otieno
Lynette	Mwangi